

LE CARNAVAL

DES IDÉES REÇUES



*Immigrés
Retraités
Fonctionnaires
Crise*



SOMMAIRE

DOSSIER

7

Le carnaval des idées reçues.

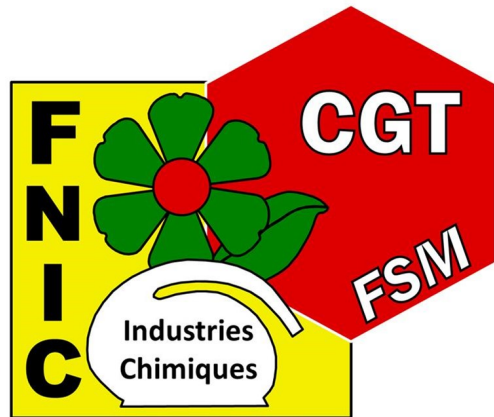
Les luttes

4 - 5

INTERNATIONAL

13 - 14

Dans l'entreprise **ENGAGEONS** la bataille des



heures hebdomadaires

2016 : La paix, pas la guerre.

Le progrès, pas l'austérité.

Les vœux du Président de la République, François Hollande, pour 2016 s'inscrivent dans la continuité, avec de nouveaux cadeaux pour le patronat :

+ 2 milliards d'euros de fonds publics aux entreprises,

+ 0,6 % sur le SMIC (+ 9 €/mois).

Les employeurs bénéficieront en plus, de manière permanente, de l'exonération d'une partie des cotisations sociales sur tous les salaires inférieurs à 3 665 €/mois (2,5 x SMIC). Ce que les employeurs ne paieront plus à la Sécurité sociale, et aux Caisses de retraites, mettra en difficulté le financement de notre Protection sociale.

La colère gronde dans le monde du travail. Les salariés sont lucides sur ces injustices, conscients que ces choix enrichissent les uns au détriment de nous tous. Nos salaires stagnent face à des employeurs qui empochent les aides, bloquent les salaires et aggravent les conditions de travail.

Le pays est malade de ces choix financiers qui condamnent le développement de nos industries, de la recherche et de l'emploi. Les lois votées par la majorité parlementaire socialiste renforcent cette exploitation sociale, creusent les inégalités avec de plus en plus de travailleurs pauvres.

Pour faire diversion, le Gouvernement instrumentalise un état d'urgence, imposé au nom de la sécurité, alors que ce sont ses interventions militaires qui sont la source des événements subis par la population.

L'année 2016 doit être un éveil des consciences sociales, mobilisant toutes les énergies pour un autre avenir fait de paix et de solidarité, de progrès social et économique, avec un changement des choix, avec des lois qui soutiennent les salariés et non les patrons.

Transformer 500 000 chômeurs en 500 000 stagiaires, ça ne créera aucun emploi, à l'inverse cela permettra aux employeurs, de remplacer les salariés en CDD ou en Intérim par des stagiaires en « formation/production » payés par nos impôts.

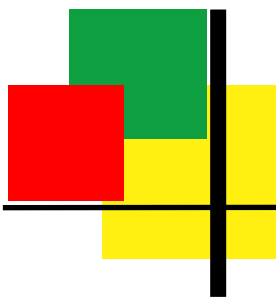
La CGT, parce qu'elle est la seule à s'opposer, à mobiliser, à hausser le ton, est désormais la cible à abattre, ses militants menacés de prison, traduits comme des délinquants devant les tribunaux. La mobilisation du 4 février 2016, autour des 8 militants Goodyear, les nombreuses solidarités montrent qu'ensemble, nous avons la force pour imposer d'autres choix.

2016, ANNÉE DE LUTTES RASSEMBLEUSES, AVEC DES SALARIÉS LIBÉRÉS DU DOGME PATRONAL, QUI DÉBATTENT, DÉCIDENT, AGISSENT, LUTTENT, ET GAGNENT.

METTONS-NOUS-Y TOUS, GAGNONS ENSEMBLE UN AVENIR FAIT DE PAIX ET DE PROGRÈS SOCIAL.

n° 518

VOIX DES INDUSTRIES CHIMIQUES
Case 429-93514 Montreuil cedex
Tél. : 01.55.82.68.88
Fax : 01.55.82.69.15
<http://www.fnic.cgt.fr>
Email : contact@fnic-cgt.fr
Directeur de la publication : Carlos MOREIRA
Commission paritaire n° 0118 S 06355
Conçu et réalisé par la FNIC CGT
Bimestriel—1,06 €
Imprimé par ADDAX Imprimerie
Issn = 0763-7497



Michelin condamné.

Le tribunal des Prudhommes de Bourges vient de condamner Michelin pour préjudice d'anxiété lié à l'amiante dans une affaire qui opposait 4 camarades de la CGT à Michelin.

Pour rappel, la CGT Michelin avait déjà gagné à trois reprises, à Bourges, sur des affaires liées à l'amiante, mais pas sur des maladies professionnelles déclarées qui avaient entraîné le décès de trois salariés.

A chaque fois Michelin avait été reconnu responsable au titre de la faute inexcusable.

Pour le préjudice d'anxiété, les raisons qui ont été évoquées sont :

↳ Pour 1 exposition liée au travail dans la maintenance : contact direct avec tous les matériaux qui contenaient de l'amiante, en dépannage, en préventif ou en remise en état de tous les types de machines

contenant des freins, embrayages, moteurs, calorifuges presses et fours, colles, et autres produits utilisés en maintenance.

↳ Pour les 3 agents de production en atelier préparation (calandres, etc..) : c'est une exposition aux freins et embrayages situés sur leurs machines contenant de l'amiante sans protection (dégagement par l'usure de poussières d'amiante) et changement de ces matériaux sans que l'employeur ait mis à disposition des protections.

ENCORE UNE FOIS, LA CGT FAIT PLIER LE CAPITAL !

C'est une première chez Michelin et une grande victoire, qui en appelle d'autres, car Michelin Bourges, n'est certainement pas la seule entreprise dans ce cas !

Fermeture d'Isochem :

Fermeture d'Isochem avec 28 licenciements prévus pour le 1^{er} mai 2016. **Inacceptable !**

Isochem est une activité complètement intégrée dans celle de la plateforme chimique de Pont-de-Claix qui doit être reprise par le principal opérateur de la plateforme, Vencorex.

L'absence réelle de recherche et de développement pour assurer la consolidation du site aura eu, comme conséquences, la multiplication des restructurations et la chute des effectifs actuels à 28 salariés, malgré une activité qui jouissait d'un très bon potentiel.

La réaction des salariés organisés à la CGT a été immédiate : assemblée générale et grève, avec blocage de l'entrée camion de la plateforme.

Le résultat de cette grève, qui continue, ne s'est pas fait attendre, car le CCE, prévu le 27 janvier pour lancer la fermeture et les licenciements, est reporté au 11 février, pour permettre l'ouverture de discussions entre les différents opérateurs de la plateforme.

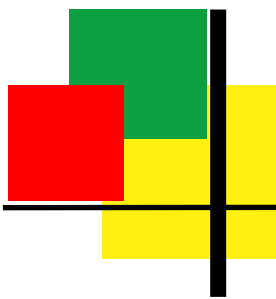
INACCEPTABLE !



Malgré les manœuvres des directions et de leurs complices, la grève s'étend avec des débrayages chez Sita-REchem, Novacid et Vencorex.

Les salariés en ont conscience et c'est ce qui renforce leur détermination, pour gagner le maintien des activités et la reprise par Vencorex des 28 salariés menacés de licenciements.

Depuis le jeudi 21 janvier, les salariés sont toujours en grève. **Et à ce jour, la lutte continue.**



LES LUTTES

LUTTE chez Sanofi Maisons-Alfort.

Quand l'optimisation des tâches par la technologie vire à la dégradation des conditions de travail.

En ce début d'année 2016, après plus de 12 mois de préparation intense, le site Sanofi Winthrop Industrie de Maisons-Alfort, lance son projet visant à optimiser sa gestion de la production assistée par ordinateur.

En présentation de CE et en CHSCT, les annonces sont optimistes et les documents n'affirment aucun impact sur l'emploi. **La réalité est tout autre.**

Non seulement les impacts sont bien plus importants en termes de tâches que ceux présentés, mais cette direction en profite pour redéfinir plusieurs fiches de postes, avec un accroissement non négligeable des activités, des responsabilités des opérateurs, sans contrepartie avec une diminution envisagée du volume d'emplois.

La direction du site impose aux salariés de signer leur nouvelle fiche de poste, comme s'il s'agissait d'un avenant à leur contrat de travail. La direction ose et menace de sanctionner les salariés non signataires.

La réponse collective des salariés s'est soldée par un refus de signer une augmentation de la charge de travail et d'avoir des responsabilités supplémentaires, sans qu'ait été apportée réponse aux questions de reconnaissance par la qualification, la classification, le salaire et le maintien total des emplois.

Les salariés du secteur conditionnement du site se sont mis en grève la matinée. Affaire à suivre...

La fin du plein emploi à Toray : les salariés et la CGT disent NON.

La direction annonce des restructurations dans les services qui vont directement impacter l'emploi et les conditions de travail.

Sous prétexte de compétitivité, la masse salariale sera revue à la baisse de 7 %, soit au minimum 30 salariés sur les prochaines années. Une stratégie financière et industrielle basée sur l'économie faite sur le dos des salariés. Sans oublier que les investissements ont, pour la plupart, été subventionnés par nos fonds publics, qu'ils soient de la région ou de la communauté de communes, et cela sans aucune garantie d'emploi.

La CGT et les salariés ne l'entendent pas de cette manière et ne comptent pas les laisser faire. Ensemble, ils demandent :

- *Aucune suppression d'emploi, le remplacement de tous les départs du personnel CDI par des embauches en CDI.*
- *Que des investissements industriels soient faits pour que l'outil de travail soit adaptable aux produits du marché.*
- *L'amélioration des conditions de travail, que ce soit pour les emplois Toray, mais aussi pour les sous-traitants.*

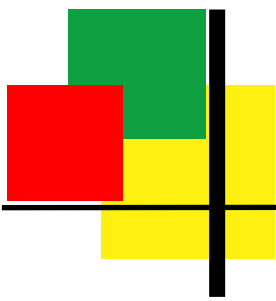
- *La mise en place d'une grille de salaires pour la reconnaissance des savoir-faire et de l'expérience des salariés avec un traitement de salaire à la hauteur de la qualification.*

La CGT et les salariés de Toray ont cessé le travail pour participer aux rassemblements et ont aussi appelé la population locale, largement concernée par les questions d'emplois, à les rejoindre. **Quel avenir pour nos enfants ? Nos familles ?**

C'est ainsi qu'eut lieu un rassemblement avec une centaine de salariés, plus la solidarité locale et les camarades d'autres syndicats CGT du complexe chimique de Lacq.

Aujourd'hui la CGT Toray reste en alerte à ce sujet et tient les salariés informés et sur le qui-vive, prêts à l'action. La Direction n'a pas pu mettre son plan en action, mais nous savons pour autant, qu'elle ne l'a pas abandonné définitivement. La défense des emplois restera notre priorité et sera abordée lors des prochaines NAO.





La paix dans le monde, **un combat permanent !**

LES GUERRES FOISONNENT PARTOUT, **POURQUOI ?**

Un salarié vivant de son travail, français ou immigré, n'aspire qu'à disposer de bonnes conditions de travail, un salaire répondant à ses besoins, un avenir sécurisé pour lui et sa famille.

Les odieux attentats commis en France ont mis l'horreur, la violence près de chez soi et non plus au travers d'un écran de télévision. Des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants fuient ces horreurs qui sont venues s'imposer en France, tentant de retrouver une vie, et la paix !

L'image tronquée stigmatisant l'immigré, le musulman, fait l'impasse sur les responsabilités réelles, en générant un climat chargé de racisme et de xénophobie.

A force de jouer les soldats du monde, la France, par ses interventions clientélistes, détruisant des pouvoirs en Lybie, Irak, Syrie, **ne porte plus les valeurs de paix conformes au pays des droits de l'Homme.**

Non, à l'inverse, ses choix politiques sont la guerre comme solution. Les peuples paient un lourd tribut. Quant aux fabricants d'armes, ils gagnent beaucoup d'argent.

Interventions clientélistes de la France, puisqu'elle entend légitimer son action sur un combat mené pour « la démocratie », alors que des dictatures, telles que l'Arabie Saoudite ou le Qatar sont par contre choyées, nos ministres faisant « la danse du ventre » devant des monarques qui tranchent des têtes au sabre, fouettent les journalistes « récalcitrants », et traitent les travailleurs immigrés comme des esclaves.

La PAIX, beaucoup de peuples y aspirent avec des « larmes faites de sang » par la violence des guerres qu'ils subissent suite aux ingérences militaires faites par des pays riches, et les réactions de factions ou régimes déchus.

Comment, dans cette situation, faire émerger un avenir de paix, de solidarité, de progrès ? Ni par les armes, ni par un état d'urgence militaire permanent,



mais par **la PAIX, la DEMOCRATIE, et une MOBILISATION PUISSANTE, MASSIVE**, faite de voix de millions d'hommes et de femmes. On ne peut « demander à un pyromane d'éteindre un feu », tout comme on ne peut demander à la France et aux USA, de faire la paix là où leurs interventions militaires ont créé la guerre.

L'intervention d'une force internationale de la paix comme l'ONU, comme hier avec les « casques bleus », peut être la solution pour éteindre ces foyers de haine, de mort et y substituer le débat, une issue politique permettant d'arriver à la paix.

Et pour empêcher tout ceux qui demain voudraient remettre le feu avec de nouvelles interventions militaires, il faut instaurer un droit d'intervention immédiate sous l'égide de l'ONU, avec des sanctions lourdes à l'encontre de tout gouvernement ou chef d'Etat qui ne respecte pas ces principes de paix, de droit.

Si nous sommes conscients que les guerres servent toujours les causes financières, il nous faut être conscients, que notre devoir de citoyen salarié est de soutenir toutes les mobilisations pour la paix et la démocratie.

Le carnaval des idées reçues.



Idee reçue n°1 : « Les immigrés sont des profiteurs ! »

Une étude de trois économistes français de juin 2015, publiée dans le très droitier *Figaro*, le démontre une fois de plus : **les migrants contribuent à la performance économique** de la France. Et ce sont l'immigration féminine et l'immigration familiale qui expliquent cet effet positif sur la croissance, car ces immigrés sont complémentaires aux Français nés en France (les natifs).

Une autre étude datant de 2011, effectuée par Choinicki et Rogot, deux économistes spécialistes des questions migratoires, établit que, contrairement à ce qui est véhiculé ici ou là, **les immigrés ne pèsent pas sur les comptes publics, bien au contraire**. La raison est simple : les immigrés sont proportionnellement plus nombreux que les natifs dans la branche des actifs, ils reçoivent beaucoup moins que ce qu'ils versent. Le **solde positif**, pour les finances publiques, est supérieur à **12 milliards d'euros par an**, soit davantage que le très médiatique et artificiel « trou » de la Sécurité sociale. D'ailleurs, si les migrants chassaient les prestations sociales, pourquoi seraient-ils si nombreux à vouloir aller en Angleterre, où ces prestations sont très faibles ?

Autre intox colportée par les racistes de tout poil, tout aussi fausse : le **taux de fécondité en France**, parmi les plus élevés en Europe, n'est absolument **pas dû à l'immigration**, l'INED (Institut National des Etudes Démographiques) et l'INSEE sont formels. Sans les mères étrangères, l'impact serait très faible : on aurait en France 1,8 enfant par femme au lieu de 1,96 (1,47 en Allemagne, mères étrangères incluses).

La raison de la **fécondité française** tient à la **politique familiale** instaurée depuis 1945 (Conseil National de la Résistance), aux **mentalités** qui sont moins rigides qu'ailleurs en Europe, et à la **scolarisation très précoce** à 3 ans. Dans la plupart des pays voisins (Allemagne, Espagne, etc.), la population augmente quasi-exclusivement par l'immigration, alors qu'en France, la population croît surtout par les naissances (solde naturel +200.000) et peu par l'immigration (solde migratoire + 47.000 sur 66 millions d'habitants).

Ce qui est vrai, en revanche, c'est que la France est devenu un **très mauvais élève en matière d'intégration** de ses immigrés, faute de politiques cohérentes et efficaces depuis trente ans. En juillet 2015, l'OCDE et la Commission Européenne ont publié un rapport très pré-

occupant pour la France, où seuls 57 % des immigrés d'âge actif sont en emploi, contre 65 % des personnes nées dans le pays. Un écart de 8 points, contre 1 point en moyenne dans l'ensemble des pays développés.

Ainsi, 30 % des ménages immigrés vivent dans la pauvreté (13 % pour les autres ménages), soit **un des écarts de revenus le plus élevé du monde développé**, induisant en cascade, de piètres résultats scolaires pour les enfants, et de plus grandes difficultés d'intégration dans la vie active ensuite.

1942

Propagande NAZIE



2016

Propagande du FN





Idée reçue n°2 : « Le coût du travail est trop élevé en France »

Qu'est-ce qu'on appelle le coût du travail ? Selon la définition de l'INSEE, c'est ce que versent les entreprises en salaires net, cotisations sociales et cotisations patronales (appelées souvent « charges »). Cette définition est, ce qu'on appelle à la CGT, le « **salaire socialisé** » = le salaire net + les cotisations sociales.

Le salaire socialisé, dans ses deux composantes, nous permet de répondre à tous nos besoins : le **salaire net** finance nos besoins **individuels** (se loger, se nourrir, se divertir, etc.). Les **cotisations sociales** financent nos **choix sociaux** : être financièrement autonome quand on est en **retraite**, pouvoir se **soigner**, avoir une allocation quand on est au **chômage** ou pour élever un **enfant**.



Toute la **valeur** contenue dans une marchandise (un **bien manufacturé** ex. une voiture, ou un **service** ex. une coupe de cheveux) sert à payer le **travail**, sous forme de salaire socialisé (« coût du travail ») et le **capital**, sous forme de profit brut.

Diminuer le salaire socialisé a ainsi pour but **d'augmenter la part du profit** dans la **valeur** créée.

On nous martèle qu'il faut réduire le coût du travail pour être « compétitif », pour éviter que les emplois soient délocalisés, comme si, maintenir ou non une activité économique sur un territoire ne devait se résumer qu'à une opération arithmétique sur les coûts ! En réalité, ce ne sont que des **choix**, on peut donc en faire d'autres, car rien n'est fatal.

La « concurrence » des produits importés, n'est possible que parce que sont signés des accords dits de libre-échange, qui sont autant d'entraves à nos choix politiques et de coups de poignards à notre mode de vie. Fermer des raffineries en France n'est possible que grâce au choix de ne pas **taxer** les produits importés et raffinés dans des pays qui ne respectent aucune norme sociale, ni environnementale.

Pour diminuer le coût du travail dans les **services**, peu facilement délocalisables, la directive **Bolkestein** de 1996 a établi que le **travailleur détaché** d'un pays de l'Union Européenne soit payé au salaire minimum du pays dans lequel il est envoyé, mais que ses cotisations sociales soient celles du pays d'origine ! Entre la mise en place ou l'abrogation de cette directive : **uniquement une question de choix** !



Idée reçue n°3 : « Les retraités sont trop payés »

Selon les dernières données de la CNAV, les 13,8 millions de retraités perçoivent en moyenne **664 euros** par mois de retraite Sécurité sociale. Pour ceux qui ont eu une carrière complète, la retraite Sécu est de **1 066 euros brut**, auxquels s'ajoute éventuellement la **retraite complémentaire**, de un-tiers supplémentaire environ (jusqu'à la moitié pour un cadre). Au final, la **pension moyenne** de droit direct, tous régimes confondus, s'établit à **1 306 euros brut**.

1,9 million de retraités reçoit à la fois une pension directe et une pension de réversion, pour un montant moyen de 1 094 euros pour les carrières complètes. Un peu moins d'un million de personnes ne touche qu'une pension de réversion de 287 euros par mois. **4,9 millions de retraités** doivent se contenter du minimum contributif, **629 euros par mois**.



Enfin, la **pension tous régimes des femmes** représente 60 % de celle des hommes, 75 % si l'on tient compte de la réversion, que touchent plus souvent les femmes.

Alors des « nantis » les retraités ?



Idée reçue n°4 : « La dette publique, c'est parce qu'il y a trop de fonctionnaires »



pour l'Etat de payer des intérêts aux banques privées peut, à elle seule, expliquer l'existence de la quasi-totalité de la dette française (voir Courrier fédéral 514).

➡ **Raison n°3** : la dette a explosé par manque de rentrées fiscales. Selon un rapport de l'OCDE de décembre 2015, la pression fiscale a augmenté pour les ménages depuis 2007. En revanche, les revenus liés à l'impôt sur les sociétés sont en baisse. La Cour des Comptes établit à plus de 200 milliards, chaque année, le montant des aides sociales et fiscales, au bénéfice des entreprises (au motif de créer des emplois), et au bénéfice des riches (au motif de niches fiscales).

La dette publique n'a donc rien à voir avec le nombre de fonctionnaires, mais bien avec celui des actionnaires, des riches bourgeois dont la cupidité remet en cause nos conquêtes sociales.

En 2006, la dette publique s'élevait à 60 % du Produit Intérieur Brut français. Dix ans plus tard, c'est 100 %, soit un bond de + 1 000 milliards d'euros ! Que s'est-il passé ?

➡ **Raison n°1** : en 2008, les USA exportent leur crise des subprimes vers l'Europe. Les contribuables de la zone Euro débloquent alors des sommes colossales pour maintenir à flot la haute finance. Ce sauvetage des banques a déclenché une série de crises en cascade, non réglées depuis. En 2010, crises successives des dettes souveraines en Europe (dont la Grèce), crise des finances locales françaises en 2011. Aucune sanction n'a été prise contre les dirigeants bancaires, qui sont toujours en place dans 80 % des cas.

➡ **Raison n°2** : l'interdiction pour un Etat (art 104 du traité de Maastricht) d'emprunter auprès de sa banque centrale n'a pas été levée. Cette obligation

Ceux qui veulent nous convaincre que les fonctionnaires sont trop nombreux, ce sont ceux qui ont les moyens de recourir aux cliniques privées, sans attendre des heures aux urgences d'un hôpital public, submergé par manque de personnel soignant, ceux qui mettent leurs enfants dans les écoles privées, leur évitant ainsi les classes surchargées de l'école publique et laïque. Et ceux qui, en même temps, exigent le « service public minimum » quand une tempête rompt des lignes électriques, ou que la neige empêche les avions de décoller !

Nos services publics doivent être préservés et développés. Quant à la dette publique, un audit citoyen doit déterminer la fraction légitimement remboursable, et la part, majoritaire, qui doit être annulée.





Idée reçue n°5 : « C'est la faute aux 35 heures ! »

« **La mise en place des 35 heures a nui à notre compétitivité** » : **Faux**, car c'est à partir de 2003, au moment où les 35 heures sont détricotées, que les exportations françaises s'affaissent, du fait d'une dégradation de la parité euro/dollar. Alors qu'un euro valait 0,9 dollar en 2000, il en valait 1,6 juste avant la crise économique de 2008.

« **Avec les 35 heures, c'est en France qu'on travaille le moins** » : **Faux** là aussi. Selon Eurostat, organisme de statistiques de la Commission Européenne, le temps de travail des Français (37,5 heures par semaine, temps partiel compris) est dans la moyenne européenne (37,2 heures par semaine). Même constat si l'on ne parle que des travailleurs à temps plein, et des travailleurs indépendants.

« **Oui mais le temps de travail annuel français est quand même le plus faible** » : la seule étude à le prétendre est une étude de 2014 du Coe-Rexecode, un cabinet **patronal**. Elle est **fortement décriée**, car elle ne prend en compte que les travailleurs à **temps plein** (alors que le temps partiel est massivement utilisé par exemple en Allemagne et au Royaume-Uni), elle se contente de multiplier le temps de travail hebdomadaire par 52 semaines, **sans prendre en compte** le décompte pour chaque pays des absences pour maladie, formation, ni les **congés payés**.

La **méthode**, consistant à exclure les salariés à temps partiel du calcul de la durée annuelle de travail pour ne conserver que les temps complets, revient à faire bais-

ser **artificiellement** cette durée, et à classer le temps de travail en France parmi les moyennes les plus basses de l'Union Européenne.

Ce qui est **vrai** en revanche, c'est que les 35 heures ont **freiné le temps partiel** en France, qui ne cessait d'augmenter depuis le début des années 1980. Les 35 heures ont mis un coup d'arrêt à cette progression. Avec 18,6 % de salariés à temps partiel, la France reste en deçà de la moyenne de l'Europe (26,5 %).

« **Les Français sont les seuls à avoir réduit le temps de travail** » : **Faux**. Si notre pays est effectivement le seul à **afficher** une durée légale de 35 heures, tous les autres pays ont réduit leur durée effective de travail depuis 30 ans et plus.

« **Les 35 heures n'ont pas créé d'emplois** » : **Archi-Faux**. Plus c'est gros, mieux ça passe ! Au contraire, avec les 35 heures, malgré l'opposition acharnée du patronat dans chaque entreprise, malgré la remise en cause des temps de pause, malgré l'intensification du travail, jamais autant d'emplois n'ont été créés par point de PIB : 125.000 en moyenne. Au total, 800.000 emplois ont été créés grâce aux 35 heures.

La réduction du temps de travail doit être poursuivie.

Car si l'on observe l'économie française dans son ensemble, une **répartition imposée du temps de travail existe déjà, entre les actifs à temps plein, ceux à temps partiel et les chômeurs**. Depuis un siècle, si le temps de travail qui était de 60 heures hebdomadaires, n'avait pas diminué en même temps qu'augmentait la productivité du travail, le chômage serait aujourd'hui généralisé et l'emploi, l'exception.

La question n'est **pas de savoir** « si » il faut réduire le temps de travail : celui-ci se réduit mécaniquement avec les gains de productivité. Les entreprises n'emploient jamais des salariés à ne rien faire : quand la productivité augmente, elles licencient !

La question, c'est de choisir **comment** organiser cette **réduction mécanique** du temps de travail : par un chômage de masse d'un côté, et de l'autre des travailleurs surchargés ? Ou bien par une **réduction collective du temps de travail à 32 heures**, avec maintien des salaires ?





Idée reçue n°6 : « Avec le FN, ça changera »

« **La solution : fermer les frontières ?** » : se replier sur soi-même pour vivre en autarcie serait **suicidaire**. En 2014, le montant des importations françaises s'est élevé à 491 milliards d'euros, celui des exportations à 437 milliards d'euros. En s'isolant, la France ne pourrait plus financer ses importations autrement qu'en **s'endettant** ! Par contre, il est urgent de **stopper les politiques patronales de dumping social et environnemental**, mais cela, le FN ne le propose pas !

« **Expulser les immigrés diminuera l'insécurité ?** » : selon les chiffres du Ministère de la Justice, sur 700 000 infractions commises annuellement, 0,4 % sont liées au séjour irrégulier des étrangers en France. Sur 617 000 condamnés en 2012, 13 % sont étrangers, contre 31 % en 1993. Comme le disait Goebbels, ministre de la propagande nazie, « Répétez un mensonge assez fort et assez longtemps, et les gens le croiront » : en vertu de ce principe, le FN martèle le mensonge « immigré = délinquant » depuis des décennies. Plutôt que de doubler les effectifs des brigades anti-criminalité comme l'exige le FN, il est urgent d'**agir sur les causes économiques et sociales de la délinquance**, et de rétablir une **police de proximité**. Mais cela, le FN ne le propose pas !

« **Avec le FN, mon salaire augmentera ?** » : d'abord le FN parle de rémunération plutôt que de salaire. Son programme prévoit une augmentation de 200 euros des revenus net inférieurs à 1,4 SMIC. **En ponctionnant sur les marges (= profits) des entreprises ? Non, bien sûr**, mais en baissant les cotisations sociales salariales ! Ce **tour de passe-passe** induirait le creusement du trou de la Sécu, compensé, selon le FN, par une taxe sur les produits importés... que les importateurs s'empresseraient de répercuter sur les prix. Des prix payés par les salariés-consommateurs ! La boucle est bouclée, on

vient de réinventer la **TVA sociale** ! A l'inverse, il est urgent d'augmenter le **SMIC à 1 900 euros** et d'établir une nouvelle grille de salaires interprofessionnelle, mais cela, le FN ne le propose pas, il est contre l'augmentation du SMIC !

« **Le FN, c'est le parti des « sans grade » contre les gros ?** » : **Faux**. Jamais ce parti n'a eu un mot de soutien pour les salariés en détresse face aux licenciements, spécialement envers les salariés qui se défendent, les Goodyear, les Air France, contre qui il n'hésite pas à étaler sa **haine de classe**. A l'unisson du patronat, pour le FN, les 35 heures ont « été une erreur majeure », il rétablirait les 39 heures payées 35 à la minute où il serait au pouvoir, il l'a écrit. Le FN se prononce **pour la « fermeture des petites unités »** hospitalières, **contre** tout revenu maximum des grands patrons (« Une idée soviétique »), **contre** l'encadrement des loyers. Il est d'un silence éloquent sur la fraude patronale aux cotisations sociales (20 milliards par an), mais brasse beaucoup d'air autour des « arrêts maladie de complaisance » qui, à côté, sont anecdotiques.

« **Le FN, un choix antisystème ?** » : dans son projet, le FN veut obliger les collectivités à « présenter chaque année un plan impératif de réduction ou de stabilisation de leurs effectifs »... En **droite ligne** des politiques de Chirac, Sarkozy et Hollande. En matière d'**austérité**, là où Angela Merkel a fait inscrire dans la loi fondamentale allemande l'interdiction d'un déficit structurel du budget supérieur à 0,35 %, le FN fait **mieux** : pour lui, c'est 0 %. Aux dernières régionales en PACA, le FN promettait de passer les aides aux entreprises de 100 à 500 millions d'euros : les **cadeaux aux patrons**, pas très antisystème ! De même au **Parlement européen** de Strasbourg, le FN se joint à **plus de la moitié des coalitions PS et UMP/ LR...**

COMMENT EXPLIQUER LE VOTE FN ?



Le FN est une **imposture sociale**, il défend l'intérêt des possédants, même s'il tente d'apparaître comme une solution pour ceux qui sont en difficulté, aidé en cela par une stratégie politicienne des partis d'alternance PS et LR, pour qui, se retrouver au 2^{ème} tour d'une élection face au FN signifie la victoire électorale.

En **opposant travailleurs français et immigrés**, le FN et l'extrême-droite, en général, servent le **grand patronat** en détournant les salariés de la question essentielle de la **répartition inégale des richesses**.



Idée reçue n°7 : « C'est la crise ! »

En 2015, le Produit Intérieur Brut (PIB) de la France, somme des richesses créées dans notre pays, s'est élevé selon l'INSEE, à **2 601 milliards d'euros, un montant record**. C'est le seul travail humain, manuel et intellectuel, qui crée cette richesse faramineuse. En moyenne, **chacun des 25,8 millions de travailleurs**, dont 89 % sont salariés, ont ainsi créé une richesse de **100 800 euros** sur la seule année 2015.

Sans la ponction qu'opère le grand capital sur ces montants, cela permettrait aisément de couvrir nos besoins : salaires largement augmentés, protection sociale de haut niveau, retraite à 60 ans, services publics de qualité, investissements utiles pour l'industrie et les emplois, etc. Mais **il paraît que c'est la crise !**

Bizarre, 2015 est aussi une année record pour le nombre de milliardaires dans le monde, 1826, un chiffre inégalé. Les 400 plus riches d'entre-eux détiennent un patrimoine cumulé de **3 955 milliards de dollars**, qui dépasse le PIB de l'Allemagne. Le plus riche est l'inoxydable **Bill Gates** qui détient 79,2 milliards de dollars, soit à lui seul **5,3 millions d'années de SMIC**.



L'Agence Moody's révèle que les multinationales des USA cumulent 1 733 milliards de dollars d'argent immédiatement disponible en cash, soit **pour spéculer**, soit pour donner des dividendes. En Europe, cet argent cash disponible est de 1 060 milliards de dollars. Soit **2 000 euros par européen**, pour la seule année 2015 !

Une étude du cabinet anglo-saxon PwC montre que les 100 multinationales les plus riches ont **doublé leur valeur boursière** entre 2009 et mars 2015, et ont distribué 689 milliards de dividendes en 2014. L'OCDE constate que, depuis la crise de 2008, la part des salaires a diminué dans la plupart des pays, alors que les intérêts et revenus de la propriété ont suivi la courbe inverse, montrant, là, le vol des richesses au détriment des salariés.

Ces revenus du capital, puisés dans les richesses représentaient :

- ↳ 5 % en 1981 : retraites à 60 ans ; 39 heures ; 5^{ème} semaine de congés payés.
- ↳ 7 % en 1990.
- ↳ 15 % en 2000.
- ↳ 24 % en 2008.

La crise, c'est nous qui la subissons, c'est « eux » qui en vivent. A nous de reprendre maintenant ce qui nous est dû.

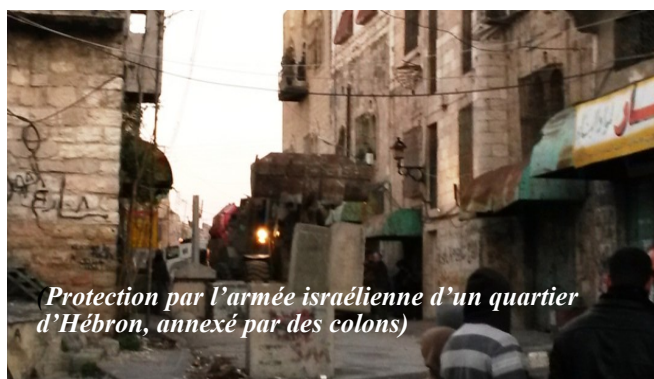


Conférence Internationale de Solidarité avec le peuple de Palestine et les travailleurs de Ramallah les 6 et 7 décembre 2015.

Une délégation de la FNIC-CGT a participé à cette conférence à l'initiative de la FSM (Fédération Syndicale Mondiale) et du GUPW (Syndicat Général des Travailleurs Palestiniens), parmi une délégation internationale de syndicats adhérents à la FSM. Cette délégation était composée de camarades venus de Grèce, Turquie, Italie, Espagne, Russie, Chypre et France. Pour la France, au-delà de la FNIC, une délégation de la FNAF-CGT (Fédération Nationale Agro-alimentaire et Forestière) et des cheminots de Versailles étaient présentes.



Alors que la Palestine et Israël connaissent de graves violences, il est important de remettre la situation en perspective. La violence est inhérente à toute situation coloniale, **elle est le fait de l'Etat, de l'armée israélienne, mais aussi des colons, lesquels, en toute impunité tuent des enfants et détruisent l'Etat palestinien.** A coup d'intrusions dans des villages, jets de pierre, agressions, destructions de cultures et de biens ou encore incendies, des colons israéliens terrorisent la population palestinienne, dans le but de s'accaparer ses terres et ses ressources.



(Protection par l'armée israélienne d'un quartier d'Hébron, annexé par des colons)

La jeunesse palestinienne, qui n'en peut plus de l'occupation, de la colonisation, recourt à des gestes désespérés. Sans direction politique, ni structure, ces actions individuelles sont punies de mort, **depuis que le gouvernement Netanyahu a donné à son armée le permis de tuer.** Actions parfois travesties, comme en attestent des vidéos qui prouvent que des jeunes palestiniens et palestiniennes abattus ne tenaient pas de couteaux ou autres "armes". Cette colonisation va contre la paix et prive les Palestiniens du droit de vivre.

Tout cela, nous avons pu en discuter avec nos camarades du syndicat palestinien, et constater sur place les conséquences de l'occupation israélienne sur l'économie, les conditions de vie et de travail du peuple palestinien, notamment sur l'emploi.

Ce qui se passe en Palestine depuis 1948, est le combat d'un peuple occupé contre une puissance occupante.

LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE DOIT S'INTENSIFIER POUR :

- ✚ **AIDER** le peuple palestinien à devenir un Etat libre et indépendant, cela doit être notre priorité.
- ✚ **FAIRE PRESSION** sur les gouvernements afin que soient respectées par Israël les décisions de l'ONU.
- ✚ **DÉNONCER** la désinformation des médias du capital sur la situation en Palestine.
- ✚ **RENFORCER** la campagne engagée du Boycott-Désinvestissement-Sanctions, que la FNIC-CGT soutient, qui est aussi un des moyens de lutter efficacement contre la politique israélienne.
- ✚ **EXIGER** la fin, sans condition, de toutes les violations israéliennes des droits fondamentaux des Palestiniens.

Les syndicalistes portugais

à l'offensive .

Les 26 & 27 novembre 2015 se tenait le 3^{ème} congrès Confédéral de la « Fiequimetal » CGTP, qui regroupe les fédérations syndicales des industries chimiques, métallurgie, mines et énergie, pharmacie, construction, commerce ...et regroupe 700 000 adhérents.

Dans le cadre de nos relations internationales, la CGTP avait sollicité la FNIC CGT pour participer à leurs travaux. La délégation était composée de Carlos MOREIRA, Secrétaire général et Yves PEYRARD Secrétaire fédéral.

Ce congrès se situait juste après les élections nationales qui ont porté la gauche au pouvoir. La CGTP continuera son combat contre le capitalisme, et les expériences françaises ou grecques leur démontrent qu'il ne faut pas baisser le niveau des luttes (qui sont passées à 290 en 2015 alors qu'elles étaient à moins de 200 auparavant) dans le pays.

Le syndicalisme portugais est confronté aux mêmes choix stratégiques et aux mêmes problèmes sociétaux que la France :

- ✚ **Mise en cause du Code du travail,**
- ✚ **Chute du nombre des Conventions Collectives Nationales,**
- ✚ **Remise en cause de la hiérarchie des normes,**
- ✚ **Augmentation du temps de travail et du travail précaire, gel des salaires,**
- ✚ **Baisse des droits des salariés,**
- ✚ **Décentralisation,**
- ✚ **Mobilité accrue,**
- ✚ **Journée de 10h, etc...**

Les augmentations de salaires lâchées dans les branches professionnelles ne sont que la résultante de fortes luttes des travailleurs.

Comme en France, une partie de la valeur ajoutée dans la richesse créée dans le pays, 10 % du PIB de plus, va vers le capital, au détriment des besoins et du service public et, le PIB chute à 168 milliards d'€ contre 198 en 2009. L'investissement régresse de 40 % depuis 2009.

L'industrie va mal et les nouvelles technologies sont en berne. La dette nationale a doublé en 6 ans. Le pacte de croissance et de l'emploi n'a fait qu'amplifier ce phénomène, en raison des plans d'austérité. La dette atteint



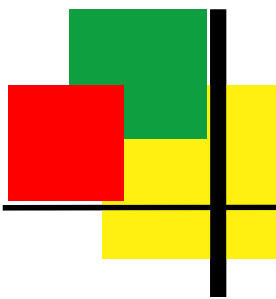
128,7 % du PIB. **1,2 million de travailleurs est sans emploi, près de 14 % de la population : les jeunes en sont les plus impactés avec plus de 40 % et 65 % de longue durée.**

Nous sommes convaincus que nous pouvons inverser le cours des choses en s'organisant syndicalement sur le plan européen et international. Le moteur du syndicalisme européen doit démarrer. Nous devons renforcer notre combat, ce syndicalisme de classe et de masse pour changer la donne et combattre également les mouvements xénophobes.

Le syndicalisme de tous les pays a toujours puisé sa force dans le combat, les luttes avec les travailleurs. Ces valeurs s'accroissent, fort heureusement, entre nos pays, car les peuples ne sont pas responsables de la crise qui n'a été produite que par les politiques d'austérité, imposées par la TROIKA et l'Union européenne. Ces dernières ont retiré la souveraineté des peuples, et les mesures conduisent à détruire l'appareil de production, les services publics et à appauvrir les peuples.

La FNIC CGT et la CGTP continueront à œuvrer pour rassembler les salariés dans l'action et à combattre ceux qui détruisent nos outils de production et s'accaparent la richesse créée par les travailleurs. Le congrès a adopté 3 résolutions : **pour la paix et le progrès social des peuples, les revendications immédiates des travailleurs et renforcer l'action sur les lieux de travail.**

Un congrès de la CGTP en phase avec nos orientations, nos valeurs. Nos liens avec la CGTP n'en sortent que renforcés.



Colloque d'Histoire Sociale de la Fédération les 23 et 24 mars 2016.

**Le syndicalisme CGT, de l'entreprise à l'international.
Syndicat de classe, de lutte, depuis toujours
et qui compte bien le rester .**

S'il est une différence fondamentale de notre organisation parmi les autres, c'est le choix d'être un syndicat de classe, de lutte et de résistance.

De lutte pour acquérir de nouveaux droits, car celui qui croit qu'il est possible par la négociation, la tenue de réunions de salon, d'obtenir des avancées sociales est dans l'erreur la plus totale. Ce n'est que par la lutte que les victoires ont été acquises et c'est avec le rapport de forces construit avec les syndiqués, les salariés que cela a été possible.

De résistance pour ne pas perdre ce que nous avons obtenu.

Aujourd'hui, tout est fait pour faire taire cette résistance, que ce soit par le patronat, le gouvernement, les médias, et d'autres syndicats réformistes, voulant enlever tout espoir de victoire aux salariés.

Comment pouvoir obtenir des victoires avec des syndicats qui signent et s'agenouillent aussitôt qu'il y a des luttes ? Tous les mouvements d'ampleur depuis le début des années 2000, ont été avortés par ces syndicats d'accompagnement-concession, de collaboration de classe.

Il faut continuer à imposer notre syndicalisme de lutte de classe, car il est plus facile d'être dans l'accompagnement que dans l'action, mais si nos anciens ont réussi, nous devons continuer d'espérer.

Des échéances importantes nous attendent qu'elles soient nationales avec le choix progressiste des 32 h, mais aussi internationales avec des solidarités envers les peuples qui subissent la guerre.

Aujourd'hui nous sommes confrontés à une intensification des guerres, des massacres avec des conséquences très souvent irréversibles pour les pays concernés, mais quelles en sont les causes, les origines, les objectifs recherchés par ces impérialistes ?

Quelle conception de solidarité internationale devons-nous avoir pour aider ces peuples à construire une démocratie et imposer à nos gouvernements une autre politique que celle de la guerre ?

Nous, la CGT, y avons largement contribué avec d'autres lors des guerres coloniales, d'Indochine, d'Algérie.

Les attentats du 13 novembre 2015 nous rappellent que nos exigences de paix doivent être réaffirmées, alors que celles-ci sont menacées partout dans le monde avec des marchands d'armes qui prospèrent sur la mort et œuvrent à la destruction des pays. Ces guerres prennent toutes les formes, religieuses, politiques, financières mais en dernière analyse, ce sont toujours les questions d'économie qui en sont la raison fondamentale. Cela confirme une fois de plus, que **la guerre est inhérente au capitalisme et que seuls les travailleurs sont en mesure d'imposer la paix.**

✎ **La CGT continuera son combat pour la paix, la liberté de tous les peuples.**

✎ **Une CGT de lutte de classe, de résistance, une CGT forte doit être le fondement de nos débats pour ces deux jours.**

✎ **Nous avons été, nous sommes et nous serons le syndicat de lutte et pas un autre.**

